

FAITS SAILLANTS

- En 2017, la communauté humanitaire a besoin de 399,5 millions de dollars pour répondre aux besoins de 2,2 millions de Centrafricains
- La multiplication des foyers de tensions dans les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka entraîne de nouveaux déplacements et fait craindre une croissance exponentielle des besoins humanitaires
- En 2016, le Plan de réponse humanitaire d'un montant de 531,5 millions de dollars n'a été financé qu'à hauteur de 36,2% en décembre 2016 plaçant la réponse humanitaire dans une situation de sous-financement chronique

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	411 785
# de réfugiés centrafricains	462 880
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,2 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

399,5 millions \$

Fonds requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds. Contribuer au FTS participe à l'effort de transparence et de redevabilité de l'aide et contribue à ce qu'elle soit mise en œuvre de manière effective, efficace et dans le respect des principes humanitaires.



Au sommaire

Lancement du PRH 2017-2019 en RCA P.1

Les affrontements entre groupes armés dans les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka fragilisent la protection des civils P.2

Fermeture du site de M'Poko : Les retournés du quartier Fondo à la reconquête d'une vie normale P.4

Le Plan de réponse humanitaire 2017-2019 lancé en République centrafricaine

La ministre des Affaires sociales et de la réconciliation nationale, Virginie Baïkoua, et le Coordonnateur humanitaire par intérim, le Docteur Michel N'da Konan Yao, ont officiellement lancé à Bangui le Plan de réponse humanitaire 2017 – 2019 pour la République centrafricaine le 13 janvier 2017. La présence massive des membres du Gouvernement, du Corps diplomatique, des représentants de l'Equipe humanitaire pays, des ONG nationales et internationales, des médias ainsi que celle du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga Anyanga, a souligné l'importance accordée à ce document.



©WFP/B. Ndoyo. Bangui, RCA (13 janvier 2017) – De gauche à droite, Michel N'da Konan Yao, Virginie Baïkoua et Parfait Onanga Anyanga lancent officiellement le Plan de réponse humanitaire 2017-2019

D'un montant de 399,5 millions de dollars américains pour l'année 2017, il ambitionne de répondre aux besoins vitaux de 2,2 millions de Centrafricains. Organisé autour de trois objectifs stratégiques, il aspire à sauver davantage de vies, à renforcer la protection des populations affectées et à préserver la dignité humaine en rétablissant l'accès aux services sociaux de base et aux mécanismes de subsistance. Il s'agit de la première fois que le Gouvernement et l'Equipe humanitaire pays développent un plan triennal. Il sera revu chaque semestre et adapté en fonction des besoins. Cette révision permettra d'identifier les gaps et de faire le point sur le financement de l'action humanitaire.

Le lancement du Plan de réponse humanitaire a été l'occasion pour Virginie Baïkoua de rappeler le contexte humanitaire dans lequel se situe la RCA. En effet, le deuxième semestre de l'année 2016 a été marqué par une multiplication des foyers de tension. La détérioration de la situation sécuritaire a généré de nouvelles urgences humanitaires et a exacerbé la vulnérabilité de plus de 70 000 nouveaux déplacés. « Elle défie nos efforts de protection, de planification et entrave sérieusement l'accès humanitaire » a-t-elle souligné.

Le pourrissement de la situation sécuritaire arrive à un moment où la « conjoncture internationale est peu favorable au financement de l'action humanitaire. De nouvelles crises surgissent ailleurs dans le monde et retiennent l'attention des bailleurs du fait de leur acuité et de leurs conséquences sur les populations civiles » a fait remarquer le Docteur Yao. En 2016, le Plan de réponse humanitaire d'un montant de 531,5 millions de dollars n'a été financé qu'à hauteur de 36,2% en décembre 2016. Ses propos ont été appuyés par ceux de Virginie Baïkoua selon qui « il faut poursuivre le plaidoyer déjà débuté afin que se concrétisent les annonces de contributions faites à Bruxelles lors de la Conférence des donateurs de la RCA, tenue le 17 novembre 2016 ».

Pour être en mesure de renforcer la capacité de résistance aux chocs et l'autonomie des communautés, « nous devons, sans relâche, mobiliser les bailleurs afin que le Plan de réponse humanitaire soit financé dans des proportions qui nous permettent de continuer à sauver des vies » a-t-elle martelé. Dans cette dynamique, Parfait Onanga Anyanga, est revenu sur le lien évident entre l'humanitaire, le relèvement post-conflit, le développement et le maintien de la paix. Institutionnalisé suite au Sommet mondial humanitaire d'Istanbul organisé en mai 2016, il devrait permettre en RCA de passer progressivement de l'humanitaire au redressement.

Le financement du Plan de réponse humanitaire en dollars US



Les affrontements entre groupes armés dans les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka fragilisent la protection des civils

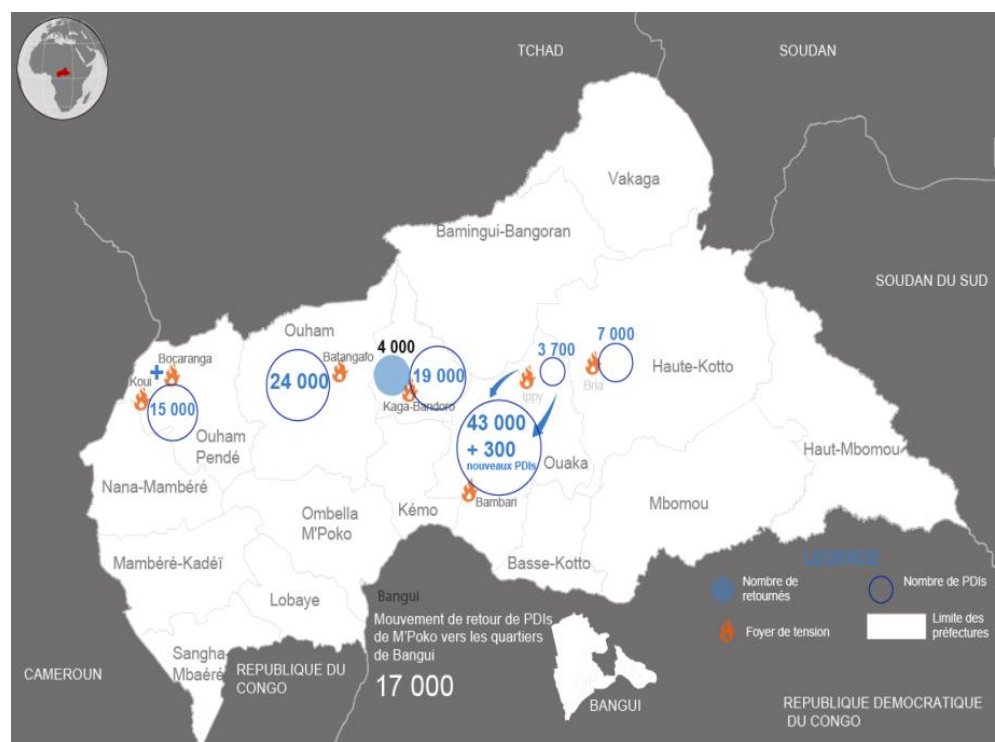
La crise du 21 novembre 2016 à Bria continue d'avoir un effet négatif sur la situation humanitaire dans les préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka. Depuis la seconde moitié du mois de décembre 2016, par effet de contagion, les affrontements entre les groupes armés rivaux se sont déplacés sur l'axe routier entre Bria et la ville d'Ippy située à environ 100 km au Nord de Bambari. Les conséquences de ces heurts sur la population civile sont nombreuses. Les conflits génèrent de nouveaux déplacements de population et de nouveaux besoins. Par ailleurs, la poursuite des hostilités a considérablement paralysé le trafic sur l'axe Bria-Ippy, une route d'approvisionnement commercial et en intrants humanitaires importante pour Bria.

De nouveaux déplacés

Les villages situés entre Bria et Ippy se sont vidés de leur population suite aux combats, aux menaces ou attaques contre les civils. Plusieurs sources font état de villages incendiés par les belligérants et de pillages à grande échelle. Vers la mi-janvier 2017, de violents affrontements ont eu lieu dans la zone de Mbroutchou (environ une trentaine de km d'Ippy), occasionnant le déplacement d'environ 1 500 personnes vers Ippy. Ces déplacés sont venus s'ajouter à ceux des vagues précédentes, suite à divers incidents sécuritaires dans la zone. Ils portent l'effectif global des déplacés dans la ville d'Ippy à environ 3 700 personnes.

Plus de 300 autres personnes fuyant les hostilités sur l'axe Ippy-Bria sont récemment arrivées dans la ville de Bambari, tandis que des centaines d'autres sont signalées dans des villages situés entre Bambari et Ippy, notamment dans les villages Tagbara, Boyo et Maloum.

La présence de déplacés liée à ces mêmes hostilités est signalée dans plusieurs villages situés entre Bria et PK40, notamment dans les villages Pananga (PK40) et Ngoubi (PK18), ainsi que dans la ville de Bria-même.



En dépit de la fragilité de la situation sécuritaire, entraînant parfois des restrictions de l'accès humanitaire, le suivi de ces déplacements est assuré de part et d'autre de la zone de combats par les acteurs basés à Bambari et à Bria. Ainsi, les acteurs des secteurs de la santé et de la nutrition de Bambari se sont attelés au renforcement des capacités du centre de santé d'Ippy, notamment à travers une donation d'intrants médicaux et nutritionnels par l'OMS et l'UNICEF, afin de lui permettre de faire face à l'afflux des déplacés dans la ville et de pouvoir répondre à certaines urgences sanitaires (notamment les premiers soins aux blessés). Ces actions seront renforcées prochainement par un appui permanent de l'ONG COHEB dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) en partenariat avec l'OMS. Le PAM est également prêt pour une distribution de rations alimentaires à l'ensemble des déplacés. Par ailleurs, les conclusions de l'évaluation multisectorielle que mène actuellement ACTED RRM dans la zone sont attendues par les acteurs de Bambari pour apporter une réponse appropriée dans les secteurs des abris-NFI (Articles non alimentaires) et Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). En attendant, dans ce dernier domaine, une intervention est en cours, par le partenaire gouvernemental ANEA (Agence Nationale de l'Eau et Assainissement) en partenariat avec l'UNICEF, pour la réhabilitation des deux forages en panne sur les 5 que compte la ville d'Ippy. A Bambari, les quelque 300 nouveaux déplacés de l'axe Ippy-Bria qui se sont installés sur le site de l'Elevage viennent de bénéficier d'une assistance en NFI de la part du CICR. Ce partenaire annonce également une assistance imminente en vivres en faveur des mêmes déplacés. Pour leur part, les acteurs du secteur EHA s'attellent au renforcement la réponse sur ce site afin de faire face à l'afflux continu de déplacés.

Du côté de Bria, les déplacés qui continuent d'arriver en ville sont pris en charge par le dispositif de réponse mis en place par les acteurs humanitaires suite la crise née des incidents du 21 novembre dernier.

On estime à environ 8 000 personnes l'effectif des déplacés dans la ville de Bria, dont 2 600 sur le site PK3 situé à proximité de la base de la MINUSCA.

Ces déplacés sont constitués d'une part des personnes qui ont fui leurs quartiers à l'issue des combats du 21 novembre et qui n'ont pas pu regagner leurs domiciles en raison de la persistance de l'insécurité ou par crainte de représailles basées sur l'appartenance communautaire, et d'autre part de nouveaux déplacés fuyant la poursuite des accrochages entre groupes armés rivaux dans les axes périphériques, notamment sur l'axe Bria-Ippy et l'axe Bria – Irabanda - Attongo Bakari (sud de la Sous-préfecture d'Ippy/Ouaka). Un regroupement de déplacés est également observé depuis décembre 2016 dans le village Ngoubi, située à 18 km de Bria sur l'axe Bria-Ippy, avec un effectif d'environ 1 100 personnes. A l'instar des déplacés présents à Bria, le groupe présent à Ngoubi bénéficie depuis décembre d'une réponse multisectorielle de la part de la communauté humanitaire basée à Bria. Sous réserve d'accès humanitaire, des missions d'évaluation sont envisagées dans d'autres villages au-delà de Ngoubi, où la présence de déplacés est également signalée.

La ville Bria de plus en plus asphyxiée

Un autre effet néfaste des affrontements sur l'axe Bria-Ippy est le risque d'asphyxie de Bria. La perturbation du trafic sur cet axe (principale voie d'approvisionnement de Bria) suite aux affrontements entre groupes armés depuis décembre 2016, ajoutée à la montée de l'insécurité sur les axes périphériques depuis les combats du 21 novembre, est déjà la cause d'une pénurie de denrées de première nécessité et d'une flambée de prix sur les marchés locaux. Dans un communiqué sur la situation humanitaire diffusé le 12 janvier 2017, le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, rappelait «qu'une flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité pourrait entraîner un embrasement dont la Centrafrique n'a pas besoin ». Cette asphyxie a également un impact préjudiciable sur les activités humanitaires. En effet, l'axe Bria-Ippy est aussi un corridor emprunté par les convois humanitaires.

L'appel du Coordonnateur humanitaire à préserver l'accès humanitaire à Bambari

Au-delà de l'impact humanitaire déjà fortement ressenti dans la province voisine de la Ouaka, la poursuite des hostilités sur l'axe Ippy-Bria, laisse craindre une détérioration d'autant plus désastreuse sur le plan humanitaire. Des rumeurs liées à cette éventualité sont déjà à la base de tensions récurrentes et d'une psychose qui poussent certains habitants à désertir la ville.

Dans un communiqué publié le 25 janvier 2017, le Coordonnateur humanitaire a.i., le Dr Michel Yao, a appelé les groupes armés et tous les acteurs non-étatiques à ne pas perdre de vue l'impact d'un affrontement violent sur la situation déjà délicate des civils. Il les a exhorté à ne pas hypothéquer les acquis des deux dernières années, en termes de réconciliation et de cohésion sociale mais aussi ceux enregistrés dans l'amélioration de la situation humanitaire. «Avec une population de 42 000 habitants et abritant plus de 26 000 déplacés, un conflit ouvert à Bambari serait dévastateur pour la population civile » a souligné le Dr Yao. Cette dernière a déjà subi les conséquences de plusieurs vagues de violence suscitées par les groupes armés. «La probabilité d'un tel conflit laisse entrevoir une fragilisation accrue et dangereuse de la population déplacée dont la vulnérabilité demeure à plusieurs égards une source de préoccupation majeure» a ajouté le Coordonnateur humanitaire.

«Avec une population de 42 000 habitants et abritant plus de 26 000 déplacés, un conflit ouvert à Bambari serait dévastateur pour la population civile » Dr Michel Yao

Fermeture du site de M'Poko: Les retournés du quartier Fondo à la reconquête d'une vie normale

Plus d'un mois après le lancement de l'opération «Noël à la maison », les anciens déplacés du site de M'Poko situé sur l'emprise de l'aéroport international de Bangui regagnent par petits groupes leur quartier d'origine de Fondo dans le 5^{ème} arrondissement pour réhabiliter leurs maisons détruites. Lancée le 15 décembre 2016 par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, l'opération représente un nouvel espoir pour des milliers de Centrafricains qui avaient quitté leurs foyers sous le coup d'une violence aveugle trois ans auparavant et s'étaient réfugiés sur le site de M'Poko.

Le site de M'Poko était le plus grand de la capitale avec une population de plus de 28 000 déplacés. Aujourd'hui, il est presque vide. Certains déplacés ont regagné leurs anciens quartiers dans les 3^e et 5^e arrondissements. C'est le cas du quartier Fondo (3^e arrondissement) où l'optimisme et la bonne humeur que les retournés affichent ne cachent pas pour autant les difficultés auxquelles ils devront faire face. Tout est à refaire pour les 3 922 ménages qui au 15 janvier 2017 avaient choisi de revenir dans ce qui fut leur quartier, il y a plus de trois ans. On estime que Fondo comptait 12 000 habitants avant la crise.

Sourire aux lèvres, du matériel de construction jonchant le sol, certains sont occupés au déblaiement des concessions envahies par de hautes herbes. D'autres en sont déjà à la fabrication de briques de terre pour reconstruire des maisons en ruines. En attendant que leurs maisons soient habitables à nouveau, les habitants de Fondo ont démantelé les tentes qu'elles occupaient sur le site de M'Poko pour construire des abris de fortune dans des concessions nues. Annette, veuve et mère de quatre enfants est une pionnière. En effet, elle a été la première à s'être réinstallée à Fondo. Fière de son courage et heureuse d'être enfin de retour à la maison, elle explique son périple. «Juste après le lancement de l'opération Noël à la maison, j'ai décidé de quitter le site de M'Poko et de venir installer ma tente sur ma concession en attendant la construction d'une maison. Je vis avec ma mère qui est souffrante et mes enfants. Ce n'est pas simple mais je préfère être chez moi», explique-t-elle.

La décision hardie d'Annette a incité beaucoup d'autres déplacés à regagner leur quartier. Sous un soleil de plomb, truelle en main et le corps couvert de boue, Moussa, un jeune homme d'une vingtaine d'années, fabrique des briques pour reconstruire sa maison. Comme beaucoup d'autres jeunes du quartier, malgré un environnement peu amène, il a décidé de réinstaller sa famille à Fondo.

Derrière le sourire et la volonté se cachent des difficultés

Après plus de trois années passées sur le site de M'Poko, les habitants du quartier de Fondo mettent fin à leur «vie de déplacés » et retrouvent le plaisir de rentrer chez eux, mais non pas sans embûches. L'absence d'un vrai toit est la première difficulté à laquelle ils font face. Les trois quart des habitants continuent de vivre sous des tentes comme sur le site de déplacés. En attendant que les maisons soient complètement réhabilitées, les bâches permettent d'abriter la famille même si cette solution est précaire.



©OCHA/Yaye N. SENE. Fondo, 3^e arr. de Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (20 janvier 2017) – Une femme arrive du site de M'Poko avec ses effets personnels.



©OCHA/Yaye N. SENE. Fondo, 3^e arr. de Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (6 janvier 2017) – Moussa et ses amis rénovent la maison dans laquelle il entend loger sa famille dès qu'elle sera habitable

«J'ai décidé de quitter le site de M'Poko et de venir installer ma tente sur ma concession en attendant la construction d'une maison. Je vis avec ma mère qui est souffrante et mes enfants. Ce n'est pas simple mais je préfère être chez moi » Annette

Le manque d'eau courante et potable est un autre problème que beaucoup d'habitants ont relevé. Un seul point d'eau de la Société centrafricaine de distribution d'eau en Centrafrique (SODECA) dessert tous les habitants du quartier. Les puits sont hors d'usage par manque d'entretien ou contaminés par la présence de cadavres. De l'avis de certains habitants, les puits auraient servi de lieux de sépulture pendant la crise.

En plus des besoins en eau, hygiène et assainissement, les retournés sont confrontés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour la survie de leur famille et en attendant des jours meilleurs, certaines femmes ont planté des cultures maraichères dans leur concession. D'autres femmes ont choisi de faire fructifier une partie de l'enveloppe offerte par les Gouvernement pour accompagner le retour en lançant de petites activités génératrices de revenus. Il s'agit essentiellement de vente au détail de denrées alimentaires, de tabac et d'articles divers.



©OCHA/Yaye N. SENE. Fondo, 3^e arr. de Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (20 janvier 2017) – Le seul point d'eau du quartier en fournit au compte-goutte.

Dans le même temps, beaucoup d'enfants n'ont plus accès à l'éducation. Sur le site de M'Poko, ils bénéficiaient des activités des Espaces temporaires d'apprentissage et protection d'enfants (ETAPE). Cette rupture scolaire est malvenue au moment où les familles aspirent à un retour à la normalité. Les structures de santé sont aussi complètement absentes du quartier. Ce manque affecte en particulier les femmes, les enfants et les personnes du troisième âge.

En sus de l'absence des services sociaux de base, les séances de dialogue communautaire facilitées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ont mis en évidence des besoins en abris. Dans la grande majorité des cas, les familles continuent à habiter sous des bâches en attendant la fin de la réhabilitation de leur maison. La protection est un autre point important sorti des débats. En effet, des individus appartenant à des milices d'auto-défense circulent librement dans le quartier et parfois dépouillent les retournés de leurs maigres biens.

Tirant les leçons du passé, la réconciliation et la cohésion sociale sont devenus des mantras pour les retournés. Les parcelles appartenant à des musulmans ont été nettoyées sur instruction du chef de quartier. «Ils peuvent revenir quand ils veulent. Nous n'avons pas de problèmes avec eux», a indiqué un habitant.

Certes, la vie reprend ses droits à Fondo mais beaucoup reste encore à faire. Interpellé par la grande vulnérabilité qui affecte encore l'ensemble des quartiers de retour, la communauté humanitaire est déjà à pied d'œuvre pour effectuer une évaluation multisectorielle afin d'apporter une assistance adaptée aux besoins.

Le Président Touadéra appelle la communauté internationale à ne pas oublier ou ignorer la crise en Centrafrique

En décembre 2016, le Programme alimentaire mondial (PAM) annonçait qu'il ne serait plus en mesure de fournir une aide alimentaire à partir de la fin du mois de janvier 2017 faute de ressources financières. Cette rupture de stock a été aggravée par la dégradation de la situation sécuritaire qui a fait plus de plus de 70 000 nouveaux déplacés entre septembre et décembre 2016. Le PAM, acteur incontournable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, fournissait généralement une aide à 400 000 personnes dont 140 000 déplacés et 9 900 réfugiés.

Devant cette situation critique, le Président de la République, Faustin Archange Touadéra a publié un appel dans lequel il exhorte la communauté humanitaire à ne pas oublier ou ignorer la crise en Centrafrique.

«L'enjeu est de taille. La dégradation de la situation alimentaire fait courir à mon pays le risque d'une détérioration de la paix sociale encore si fragile.

«L'enjeu est de taille. La dégradation de la situation alimentaire fait courir à mon pays le risque d'une détérioration de la paix sociale encore si fragile. Elle menace d'hypothéquer tous nos efforts de réconciliation et de cohésion entre les fils et les filles de la Centrafrique » a souligné le Président

Elle menace d'hypothéquer tous nos efforts de réconciliation et de cohésion entre les fils et les filles de la Centrafrique. Dans ce contexte, une flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité pourrait entraîner un embrasement dont la Centrafrique n'a pas besoin» a rappelé Faustin Archange Touadéra.

Parmi les nouveaux déplacés à Kaga Bandoro, Bria et Bambari, 36 800 personnes affectées par l'insécurité alimentaire en République centrafricaine.

Pour pallier cette urgence, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a approuvé l'attribution de 6 millions sur le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) soit plus de 3,5 milliard de francs CFA pour permettre au Programme alimentaire mondial (PAM) de venir en aide aux populations vulnérables.

L'allocation du CERF permettra, avec environ 3 596 tonnes de vivres et de coupons, de répondre aux besoins alimentaires d'urgence pendant 4 mois. A Bria et ses environs, 12 800 personnes affectées, 10 000 à Bambari, Grimari et les alentours et enfin 14 000 personnes dans la zone de Kaga Bandoro bénéficieront d'une assistance vitale. En décembre 2016, la réserve d'urgence du Fonds humanitaire pour RCA avait déjà prévu d'octroyer un montant d'un million de dollars en appui à la réponse.

Les 65% de Centrafricains dont les moyens de subsistance étaient tirés de l'agriculture n'ont pas été en mesure d'effectuer les semis en 2016 en raison de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, il convient de noter qu'en 2017, 1,6 millions de Centrafricains auront encore besoin d'une assistance humanitaire. A titre d'exemple, dans la seule préfecture de la Mambéré-Kadeï, 335 822 personnes sont affectées par l'insécurité, dont 179 006 en insécurité alimentaire sévère. Dans la préfecture voisine de l'Ouham-Pendé, 8% de la population souffre d'insécurité alimentaire sévère et 48% sont affectés par une insécurité alimentaire modérée.

«Les résultats de la dernière évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA 2015), conduite à l'échelle nationale, montrent qu'environ une personne sur deux en RCA (soit 49%), est en situation d'insécurité alimentaire avec près de 15 pourcent de la population, soit 750,000 personnes en insécurité alimentaire sévère » indique un rapport du PAM sur collecte des données à distance (mVAM).

Promouvoir l'autonomie alimentaire et financière de la femme

L'économie en République centrafricaine repose sur le secteur primaire. Avant la crise, le secteur agricole occupait 70 % de la population active et représentait 50% du Produit intérieur brut (PIB). Malgré des conditions climatiques très favorables la production agricole est toujours insuffisante par rapport aux besoins de la population. Les crises politiques et militaires qui se sont succédées ont mis à genou ce secteur pourtant vital pour la population rurale notamment; elle n'a pas toujours accès aux denrées alimentaires importées. Les femmes et les enfants sont les groupes les plus affectés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Une femme, Marie Olive Gloria Gboubala, a été sensible à cette question et a décidé d'en faire son cheval de bataille.

Pour promouvoir l'autonomie alimentaire de la femme, elle crée en novembre 2008 à Kpangba, une localité située à 15 kilomètres de Bangui, l'ONG Genre, paix et développement (GEPAD). Une vingtaine de femmes et d'hommes du village adhèrent immédiatement à cette initiative.

Sur une parcelle d'un hectare, le GEPAD commence ses premières réalisations agricoles avec la culture du manioc, de patate douce et de 1 200 pieds d'igname. La commercialisation de la première récolte a permis au groupement d'avoir une meilleure assise financière et d'agrandir la superficie cultivée. Ainsi en 2009, 1 500 pieds d'ignames plantés donnent une récolte fructueuse vendue à des services publics comme le Complexe pédiatrique de Bangui, le mess du Camp Béal et la cantine du PNUD.

Poursuivant sa montée en puissance, le GEPAD obtient des partenariats avec l'Eglise évangélique luthérienne et l'Organisation mondiale pour l'agriculture (FAO) qui lui procureront des semences.

Elles seront distribuées aux membres de l'organisation pour leur propre consommation et pour la vente. Ainsi, le GEPAD réussit le double pari de l'autosuffisance alimentaire et de l'autonomie financière pour ses membres.

Le développement si prometteur de l'ONG est interrompu en 2013 lors de la dernière crise politique et militaire. Les plantations sont vandalisées et le matériel volé. Elle renaitra de ses cendres en 2015 avec plus de vigueur. Soutenu par la FAO, à partir de 2016, le GEPAD étend son aide et son expertise à 1 500 groupements maraichers dans la préfecture de l'Ombella M'Poko, notamment dans la zone de Landjia, MBoko et Possel où des kits agricoles composés d'outils et de semences sont distribués. Dans cette même zone, le GEPAD a formé 2 000 bénéficiaires des kits agricoles sur les techniques culturales et a formé 120 relais communautaires pour aider les agriculteurs dans leurs tâches quotidiennes.

L'ONG GEPAD intervient aussi dans les huit arrondissements de Bangui ainsi qu'à Bégoua et Bimbo. Grâce à l'appui de la FAO, 576 groupements agro-pastoraux ont reçu des kits agricoles. L'ONG envisage de couvrir toutes les villes de la Centrafrique. Cette volonté est en partie devenue une réalité car le GEPAD a désormais des antennes à Bambari dans la préfecture de la Ouaka, à Dékoa dans la Kémo et dans la Nana Gribizi. Dans l'Ouham le GEPAD a un point focal à Batangafo, un autre à Paoua dans l'Ouham et à Boda dans la Lobaye.



©GEPAD. Une activité de sensibilisation sur l'axe Damara dans la préfecture de l'Ombella M'Poko

Cette ambition de couvrir tout le territoire n'est pas dénuée d'obstacle. « L'insécurité, le manque de moyens logistiques et le retard dans l'arrivée des financements des partenaires constituent des difficultés majeurs », souligne la présidente, Marie Olive Gloria Gbouguala.

Le siège social de GEPAD, se trouve au quartier Galabadja dans le 8^e arrondissement de Bangui. Coordonnées de l'ONG GEPAD: Téléphone : +236 75 21 86 11/+236 72 07 85 15. Email : onggepad@gmail.com / olivebrunel@yahoo.fr

Bonne nouvelle: Concern Worldwide innove avec une technique de forage à moindre coût

Peuplée d'environ 10 000 habitants, la ville de Kouango centre (Préfecture de la Ouaka, environ 200 km, au Sud-Ouest de Bambari) dispose de 9 points d'eau potable. Or, les normes internationales prévoient 20 forages pour une telle population. En dépit de la situation sécuritaire instable prévalant dans toute la préfecture de la Ouaka depuis les affrontements du 21 novembre 2016 entre les éléments de groupes armés rivaux, des initiatives louables sont en cours à Kouango centre pour que la population ait accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA).

L'ONG internationale Concern Worldwide (CWW), a révolutionné la construction de forages manuels grâce à une technique baptisée « Village Drill » après la crise de novembre 2016.

Cette technique permet d'épargner 25% du coût de construction d'un forage mécanisé. De ce fait, au moins 5 à 7 forages peuvent être construits dans un délai plus court. A ce jour, 3 nouveaux forages sont en train d'être construits à Kouango centre afin de permettre à 1 500 personnes d'avoir accès à l'eau potable. Ce nouvel ouvrage permettra de réduire la pression sur les points d'eau existants. Ils tombaient souvent en panne à cause d'une surutilisation.

Cette technique innovante qui devrait être davantage vulgarisée en RCA, constitue une réelle plus-value pour répondre aux problématiques en termes d'accès à l'eau potable. Quelques organisations intervenant dans ce domaine ont déjà manifesté leur intérêt pour l'adoption de cette technique.

Grâce aux financements obtenus, CWW compte construire 28 forages en 2017. Dans toute la sous-préfecture de Kouango, environ 14 000 personnes en bénéficieront. En effet, il s'agit d'une des sous-préfectures où les besoins en eau potable sont les plus patents. On estime que le taux d'accès à l'eau potable est de 5% et qu'un point d'eau amélioré est utilisé par 9 777 personnes (contre 500 personnes suivant les normes). Les forages construits par Concern Worldwide en 2017 porteront le taux d'accès à l'eau potable de 5% à 22%. Si on combine les forages avec les puits améliorés ainsi que les sources protégées en cours de construction par Concern Worldwide, le taux d'accès à l'eau potable dans la sous-préfecture pourrait augmenter jusqu'à 50% en 2017.

Ce partenaire intervient depuis 2014 en RCA dans les secteurs de l'EHA, la sécurité alimentaire et le renforcement des moyens de subsistance ainsi que la santé et nutrition des communautés affectées par la crise. CWW a ouvert sa base à Kouango en juillet 2015.



©VWW. Kouango, Préfecture de la Ouaka – Des ouvriers rénove un forage grâce à la technique innovante du « Village Drill ».

En bref

Fin de l'épidémie de choléra et de la variole du singe en Centrafrique

Le 4 janvier 2017, le ministère de la Santé publique et de la Population a annoncé la fin des épidémies de choléra et de la variole du singe (Monkey Pox) en Centrafrique. Grâce à l'action concertée des acteurs humanitaires et des autorités sanitaires, ces deux épidémies ont pu être maîtrisées à temps. L'épidémie de choléra a été déclarée le 10 août 2016 à Djoukou et à Zawara, deux localités situées dans la préfecture de la Kémo au centre de la Centrafrique et à Bangui. Au total, 266 cas ont été enregistrés dont 21 décès. L'épidémie de la variole du singe « Monkey-pox » a, quant à elle, été déclarée le 22 septembre 2016 aux villages Dalakere et Réou 4 et 5 dans la sous-préfecture de Mingala dans la Basse-Kotto, 19 cas ont été enregistrés.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Sène, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes: www.unocha.org/car | www.unocha.org | www.reliefweb.int